

Mme le Président: Pour présenter une motion de ce genre, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Mme le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE LOGEMENT

LES MESURES PROPRES À COMPENSER LES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, en l'absence du premier ministre, du ministre des Finances, du ministre de l'Industrie et du Commerce, et de la plupart des ministres aujourd'hui, je vais adresser ma question au ministre des Travaux publics responsable de la SCHL qui, je le suppose, a le devoir et la responsabilité au sein du gouvernement de formuler la politique et les programmes du logement et ceux qui touchent à l'achat des terrains et des maisons.

Étant donné que depuis jeudi dernier, le pays s'irrite de voir le ministre des Finances prétendre, ici à la Chambre, que le gouvernement ne peut rien faire pour faire baisser les taux d'intérêt qui ont un effet adverse non seulement sur le secteur du logement mais sur l'économie tout entière, si le gouvernement est vraiment incapable d'enrayer la montée des taux d'intérêt, ce que nous refusons catégoriquement d'admettre de ce côté-ci de la Chambre, le ministre responsable du logement pourrait-il, tout au moins adopter de nouvelles mesures susceptibles d'améliorer la situation des Canadiens victimes du coût élevé des emprunts, de la construction et des prêts hypothécaires, en prévoyant peut-être quelque nouvelle disposition fiscale pour venir en aide à ceux qui ont à payer ces taux d'intérêt élevés?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, quelques-uns des ministres qu'a nommés le député assistent naturellement aux funérailles d'un ancien député de la Chambre, qui fut aussi premier ministre de la province de Québec. Je le précise aux députés d'en face puisque, en général, cela ne semble pas leur avoir effleuré l'esprit.

Quant à la question des taux d'intérêt, elle pose évidemment un problème au présent gouvernement et cela, depuis qu'il est au pouvoir. En réaction aux taux d'intérêt élevés, le gouvernement, mon ministère et la Société canadienne d'hypothèques et de logement ont pris diverses mesures. Par exemple, on a mis en œuvre 5,000 nouveaux projets d'habitation sociale, on a facilité l'accès au programme de rénovation des logements aux

Questions orales

personnes qui veulent garder leur maison et l'on a réorienté le portefeuille du logement. A ce dernier égard, j'ai annoncé vendredi dernier que, compte tenu de la situation à la fin de l'année dans le domaine de l'habitation sociale, nous prévoyons construire 1,000 nouveaux logements à Vancouver. Nous avons pris ces mesures limitées à l'égard d'un problème dont nous ne sous-estimons pas la difficulté, tout en surveillant les répercussions des taux, pour voir s'ils ne baisseront pas comme c'est arrivé en mai et en juin.

M. Lawrence: Madame le Président, étant donné que le ministre des Finances et celui de l'Industrie et du Commerce estiment nécessaire d'assister à des obsèques en même temps que le premier ministre...

Des voix: Oh, oh!

M. Lawrence: ... j'adresse ma question supplémentaire au ministre responsable du logement. Nous connaissons la situation et nous savons ce que le ministre a fait. Je voudrais plutôt savoir ce qu'il compte faire. Compte tenu de ces taux d'intérêt élevés, le ministre va-t-il prendre des mesures quelconques, immédiatement ou à l'avenir, en vue d'aider les Canadiens, surtout les jeunes, qui ont besoin d'une nouvelle maison et qui veulent s'en acheter une malgré les taux d'intérêt élevés?

M. Cosgrove: Madame le Président, j'ai pris l'initiative ces dernières semaines de discuter de ce problème avec le ministre chargé du logement dans la province de l'Ontario. En fait, le principal problème de logement à l'heure actuelle n'est pas la difficulté de s'acheter une maison, mais bien la pénurie de logements à louer dans certaines grandes villes. C'est notre tout premier objectif.

● (1420)

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec mon homologue de l'Ontario et j'ai parlé avec le ministre responsable de la Colombie-Britannique, ces deux provinces étant celles dans lesquelles le problème des logements locatifs se pose avec la plus grande acuité. J'ai incité les deux ministres à envisager les mesures qu'ils pourraient prendre, dans leurs domaines propres de responsabilités en matière de logement, et en réponse à la décision prise par le ministre des Finances de remettre en application le système des MURB, pour compléter l'initiative du gouvernement fédéral et assurer que les gouvernements prendront les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes de location de la population.

M. Lawrence: Madame le Président, j'ai bien du mal à me faire comprendre du ministre. Les taux d'intérêt ont grimpé de 4 p. 100 depuis la présentation du budget. La SCHL est au bord de la faillite pour la simple raison que les gens quittent les maisons qu'ils ont achetées avec hypothèque. Le bâtiment connaît sa crise la plus grave depuis au moins les années 30, époque de la grande crise, et tout ce que le ministre fait, c'est d'en discuter avec deux ministres seulement, un de l'Ontario et l'autre de la Colombie-Britannique.

M. Nielsen: Qu'est-ce qu'il va faire?